



Paris, le 14 mai 2019

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

En 2018, en France métropolitaine, 1378 victimes d'infractions "anti-LGBT" (crimes ou délits du fait de l'orientation sexuelle réelle ou supposée ou de l'identité de genre) ont été enregistrées par les forces de police et de gendarmerie, contre 1026 en 2017, ce qui représente une hausse de +34,3%.

Cette évolution pourrait en partie s'expliquer par une tendance des victimes à davantage porter plainte. A noter par ailleurs qu'une même victime (personne physique) LGBT peut avoir subi plusieurs infractions à son encontre.

Comme en 2017, ces victimes sont majoritairement des hommes : 75,4% en 2018 et des jeunes : 59,1% ont moins de 35 ans.

La majorité des victimes d'infractions anti-LGBT est enregistrée dans les aires urbaines de plus de 200 000 habitants et leur part s'est accrue entre 2017 et 2018 (60,4% en 2018 contre 56,2% en 2017). En effet, entre 2017 et 2018, la hausse des victimes est nettement plus prononcée dans les aires urbaines de 200 000 à moins de 2 millions d'habitants que dans les autres types d'aires urbaines.

Les 5 départements les plus touchés par les infractions anti-LGBT enregistrées par les services demeurent: Paris, le Nord, les Bouches-du-Rhône, la Gironde et le Rhône.

Les injures et les outrages représentent 31,7% des infractions enregistrées, tandis que les violences (physiques et sexuelles) à la personne représentent de l'ordre de 30% en 2018. La hausse concerne la plupart des catégories d'infractions.

*Source : Service Statistique Ministériel de la Sécurité Intérieure (SSMSI)*

Pour en savoir plus :

Unité du porte-parolat et des relations presse : [unitemedias-dicom@interieur.gouv.fr](mailto:unitemedias-dicom@interieur.gouv.fr)  
Site internet du SSMSI : <https://www.interieur.gouv.fr/Interstats>